

SES LENDEMAINS...

de briser les obstacles que le parlementarisme opposait à l'action de l'exécutif sous la IV^e République. On se souvient des appels à l'opinion publique contre les betteraviers, les bouilleurs de cru afin qu'elle fasse pression sur l'Assemblée. Cette première tentative d'instauration de l'Etat fort échoua parce qu'elle était prématurée, que les monopoles hésitaient devant certains aspects de cette politique dangereuse à leurs yeux. Actuellement, la V^e République serait pour les successeurs de Mendès, ils l'ont dit et répété, quelque chose de tout à fait acceptable, moins la personne de De Gaulle, son style, plus une politique de « progrès social » : Le tout serait couronné d'un président élu sur une base centre-gauche. Ainsi pensent-ils, la stabilité politique serait mieux assurée. C'était le sens de l'opération Defferre, tentative d'union des centristes et de l'aile bourgeoise de la S.F.I.O. Après un fracassant départ publicitaire, M. X... trébucha comme on sait sur la réalité de l'appareil social démocrate.

Bref, la bourgeoisie s'agite de tous côtés pour préparer l'après-gaullisme, assurer par-delà le sauveur le sauvetage de sa domination de classe. C'est que tant qu'il conserve l'aspect bonapartiste qu'il est lié à la personne d'un seul homme, l'Etat fort demeure terriblement instable. D'autant plus qu'en 1958 la classe ouvrière, si elle a été battue, n'a pas été écrasée, qu'elle a conservé sa capacité de combat et ses organisations. Certains aimeraient se débarrasser de la forme bonapartiste de l'Etat en conservant l'essentiel : le système présidentiel, l'Etat fort.

On verra donc s'affronter une pléiade de candidats bourgeois. La classe dominante peut se permettre de laver son linge sale en place publique. Du fait de sa division, la classe ouvrière ne représente pas un danger politique immédiat.

Etat fort et classe ouvrière

Les communistes ne donnent pas dans l'illusion électoraliste. Ils savent que le 5 décembre, les dés sont pipés. Ce type d'élection fait partie intégrante des mystifications du régime. Ce n'est pas une victoire électorale lors d'élection octroyées qui renversa le pouvoir des monopoles, c'est l'action révolutionnaire des masses. C'est pourquoi, ce qui importe avant tout, en de telles circonstances, c'est de préserver l'autonomie politique du mouvement ouvrier et refuser de le mettre à la remorque d'une quelconque opération politique de la bourgeoisie. Il ne saurait être question, sous prétexte de favoriser l'alliance avec les classes moyennes

(dont le poids spécifique reste important dans la vie politique française) de diluer notre programme dans la sauce petite bourgeoise ou de renoncer aux méthodes de lutte spécifiques du prolétariat. Marx écrivait déjà dans le « Manifeste communiste » : « La classe moyenne, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, tous combattent la bourgeoisie pour sauver leur existence en tant que classes moyennes. Ils ne sont pas révolutionnaires mais conservateurs, bien plus, ils sont réactionnaires, car ils cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. **S'il leur arrive d'être révolutionnaires, c'est qu'ils se voient exposés à tomber bientôt dans la condition prolétarienne, c'est qu'ils défendent non plus leurs intérêts présents, mais leurs intérêts futurs, c'est qu'ils abandonnent la position de leur classe pour adopter celle du prolétariat** ». Socialement et économiquement dépendantes, oscillant perpétuellement entre la grande bourgeoisie et le prolétariat, les classes moyennes ne peuvent être partiellement gagnées à la cause de la classe ouvrière que lorsque celle-ci manifeste sa force et sa résolution révo-

lutionnaire et apparait par conséquent en mesure de résoudre les contradictions de la société. Mais ceci implique de toute évidence que la classe ouvrière surmonte ses divisions. Le problème qui se trouve posé en définitive, est celui de l'unité d'action de la classe ouvrière, du front unique de ses organisations syndicales et politiques.

portion d'ouvriers, et Gaston Defferre, élu par la bourgeoisie marseillaise (les ouvriers votant communiste), lors du dernier congrès S.F.I.O., illustrent bien cette réalité. En fait, deux partis coexistent (pour combien de temps encore ?) dans la S.F.I.O. : Un parti social-démocrate classique, fortement implanté dans les régions les plus prolétariennes de France, dont le programme s'adresse à la classe ouvrière qu'il s'efforce d'organiser et dont il brigue les suffrages, et un parti authentiquement bourgeois, dont la clientèle politique est la petite bourgeoisie technocratique et qui a rompu tout lien avec la classe ouvrière. Cette évolution de la S.F.I.O. ne saurait nous surprendre : Au cours des périodes d'expansion économique et de prospérité capitaliste, la social-démocratie accentue toujours sensiblement son cours droitier et donne naissance à des ailes bourgeoises qui rejoignent fatalement leur famille politique.

Malgré l'accélération de son processus de dégénérescence, le front unique avec la S.F.I.O. est encore une condition nécessaire (encore que non suffisante) pour réaliser l'unité de la classe ouvrière. L'influence de la social-démocra-

Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois. LENINE.

(Suppression du parlementarisme dans l'ETAT ET LA REVOLUTION)

lutionnaire et apparait par conséquent en mesure de résoudre les contradictions de la société. Mais ceci implique de toute évidence que la classe ouvrière surmonte ses divisions. Le problème qui se trouve posé en définitive, est celui de l'unité d'action de la classe ouvrière, du front unique de ses organisations syndicales et politiques.

Le problème du front unique ouvrier se pose du fait de l'existence de deux organisations politiques qui se réclament et s'adressent au prolétariat et en lesquelles une partie de la classe ouvrière se reconnaît : le P.C.F. et la S.F.I.O. Cette dernière organisation a connu depuis la fin de la seconde guerre mondiale, où elle est devenue minoritaire dans la classe ouvrière et la plaque tournante de toutes les combinaisons gouvernementales, un processus de dégénérescence accélérée : Une aile authentiquement bourgeoise est apparue et s'est développée au sein de ce parti et s'oppose désormais violemment à l'aile traditionnelle social-démocrate. L'affrontement entre Augustin Laurent, maire de Lille, élu par une forte pro-

portion d'ouvriers, et Gaston Defferre, élu par la bourgeoisie marseillaise (les ouvriers votant communiste), lors du dernier congrès S.F.I.O., illustrent bien cette réalité. En fait, deux partis coexistent (pour combien de temps encore ?) dans la S.F.I.O. : Un parti social-démocrate classique, fortement implanté dans les régions les plus prolétariennes de France, dont le programme s'adresse à la classe ouvrière qu'il s'efforce d'organiser et dont il brigue les suffrages, et un parti authentiquement bourgeois, dont la clientèle politique est la petite bourgeoisie technocratique et qui a rompu tout lien avec la classe ouvrière. Cette évolution de la S.F.I.O. ne saurait nous surprendre : Au cours des périodes d'expansion économique et de prospérité capitaliste, la social-démocratie accentue toujours sensiblement son cours droitier et donne naissance à des ailes bourgeoises qui rejoignent fatalement leur famille politique.

La direction de la S.F.I.O. défend, selon la formule de Lénine, le programme de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Le problème n'est pas de gagner cette direction, mais d'imposer une unité d'action entre travailleurs réformistes et communistes. D'amples actions à la base doivent permettre d'arracher à la direction S.F.I.O. certains accords unitaires, indispensables pour décupler l'ampleur de l'action engagée, mais que la classe ouvrière devra nécessairement dépasser dans la dynamique de son mouvement.

Le front unique avec la S.F.I.O. doit stimuler la lutte des travailleurs et en particulier intégrer dans l'action la masses des « inorganisés ». Imposé dans l'action et pour l'action, il ne saurait se limiter à un simple accord

(Suite page 11)